

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Pontoise, notamment sur l'urbanisme dans le Val d'Oise et son programme pour l'emploi, mercredi 1er avril 1981.

Mes chers amis de Pontoise, de Cergy Pontoise, du Val d'Oise et aussi peut-être sur les frontières, des Yvelines. . . (applaudissements) Monsieur Le Maire, je vous remercie de votre très éloquent accueil. C'est la première fois que je vous entendais faire un discours... Vous savez que vous avez à Pontoise, comme Maire, le responsable d'un grand projet national, qui sera d'ailleurs célèbre dans le monde et à l'inauguration duquel je souhaite que le Président de la République de l'époque puisse procéder : c'est la création du Musée du XIXème siècle dans l'ancienne Gare d'Orsay. C'est le Maire de Pontoise qui est, à l'heure actuelle, le responsable de ce grand projet (applaudissements) Je connaissais donc ses qualités de gestionnaire. Je ne connaissais pas ses qualités d'éloquence. Mais je me suis souvenu que nous avons une même formation commune £ celle de l'Ecole Polytechnique et je découvre que bien que l'éloquence ne figurait pas au programme, il devait y avoir une sorte d'enseignement clandestin pour l'y apprendre ! Lachenaux représente cette génération de jeunes responsables français, qu'il a dépeints d'ailleurs en quelques mots, et dont on va découvrir dans notre vie nationale l'accession progressive à des responsabilités croissantes. Pour moi, je me réjouis qu'il y ait en France, derrière la génération à laquelle j'appartiens, d'autres générations qui viennent : les vôtres, et les plus jeunes... (applaudissements)... pour assurer la continuité de notre vie nationale. Monsieur le Sénateur, Président du Conseil Général, vous avez dépeint la vie politique du Val d'Oise et vous avez exposé en même temps les raisons que vous aviez retenues pour m'apporter votre soutien, ainsi que vous, Messieurs les Parlementaires, que j'aperçois au pied de cette tribune. Je vous dirais que les raisons que vous avez invoquées sont celles qui me sont le plus sensibles, parce que vous avez discerné dans le travail qui a été accompli depuis sept ans, avec les Françaises et les Français, ce qui était en effet l'essentiel et sur quoi je vais revenir dans un instant. Une campagne présidentielle, qu'est-ce que c'est ? D'abord, je vous remercie d'être venus à cette heure incommode. Comme nous devons faire plusieurs réunions par jour, comme j'ai en même temps, bien entendu, la continuité de la fonction présidentielle à assurer £ je suis venu à une heure qui est encore très proche, pour beaucoup d'entre vous, de votre heure de travail ou de bureau, et je vous remercie donc d'être ici. Nous utilisons à la fois les grands moyens d'information - la télévision, la radio, la presse écrite - mais j'attache beaucoup d'importance également aux rencontres. Vous savez très bien qu'il y a, dans les rencontres, quelque chose qui est irremplaçable, c'est le fait qu'un courant, qui est un courant individuel, personnel, peut passer et peut s'échanger. C'est pourquoi, dans ces réunions, je m'efforce d'entendre ce que disent les orateurs, avant moi, et je m'efforce de lire sur vos visages ou au travers de vos applaudissements, de mouvements de mauvaise humeur, quelles sont à l'heure actuelle, les attentes, les préoccupations des Françaises et des Français. J'ai commencé cette campagne hier, en Lorraine, devant des auditoires très nombreux et qui représentaient le premier contact, pour moi, avec la vie politique de base, depuis 1974 et j'ai été frappé du changement. On dirait que tous ceux parlent de cette période de sept ans et qui cherchent à la gommer de vos mémoires ou de l'histoire des réalisations en France, ne regardent pas la France ! Je vous dirais que si, pendant les semaines qui viennent il y a quelque chose qui est important à faire, c'est peut-être moins d'écouter que de regarder, pour voir ce qui a été fait, ce qui est en cours en France et ce que les Françaises et les Français ont devenu. D'abord, nous offrons, vous offrez l'exemple d'une

Françaises et les Français sont devenus. D'abord, nous offrons, vous offrez l'exemple d'une campagne démocratique. Au lieu de ce qu'était jadis le débat électoral dans notre pays, et dont il reste malheureusement ici ou là, et même dans cette campagne, de bien fâcheuses traces - c'est-à-dire la polémique médiocre, les arguments "à ras de terre" - je trouve en face de moi des auditeurs réfléchis qui s'interrogent sur ce que peut être, sur ce que doit être l'avenir de la France et sur la manière dont vous devez le choisir. Je répondrai d'abord à vos questions sur le Val d'Oise, je passerai ensuite à l'aspect national de cette campagne. Je vous parlerai un peu du Val d'Oise, parce que les Français vivent chez vous, qu'ils ont une aspiration profonde à ce que leur vie quotidienne soit prise en considération dans les grandes orientations du pays et comme je m'en suis préoccupé et je voudrais, en réponse à ce que vous avez dit tout à l'heure marquer les grands axes de notre politique en ce qui concerne votre vie quotidienne. Jusqu'aux années 60, l'urbanisation de la France s'est faite dans les proches banlieues des agglomérations. Elle s'est faite dans le désordre et elle a conduit, vous le savez, à ces grands ensembles qui ont créé les problèmes que nous connaissons aujourd'hui : problèmes de sécurité, problèmes d'inconfort, problèmes de bruit dans beaucoup de zones urbaines. Aujourd'hui et c'est une nouvelle situation, le développement urbain se concentre dans ce qu'on appelle la grande périphérie. On s'aperçoit que désormais c'est de ce qui sera fait dans des villes comme Pontoise et comme Cergy Pontoise que dépendra la qualité de la vie de la génération future. Quand on fait une campagne présidentielle on ne l'a fait pas pour trois mois - j'en parlerai tout à l'heure - il ne s'agit pas de gouverner la France par des procédés intérimaires, il s'agit au contraire d'avoir des projets d'avenir pour la France. C'est la raison pour laquelle vous savez que c'est une commune de votre département, Eaubonne, qui a été choisie comme ville pilote de la nouvelle politique d'aménagement des banlieues. Nous sommes ici dans une zone très sensible. D'abord une zone de très ancienne histoire de France. Vous l'avez rappelé, les noms mêmes sont liés à ce qu'il y a de plus intime dans l'histoire de notre pays et de notre peuple et j'y reviendrai tout à l'heure. Nous sommes à la frontière de la vie rurale qui persiste, de l'agriculture, qui produit, et en même temps des grandes concentrations urbaines et des technologies du futur. Qu'est-ce qui a changé depuis sept ans à cet égard ? Cela a été la recherche d'une nouvelle politique d'urbanisme, que j'ai qualifié d'urbanisme "à la française" Parce que nous avons un urbanisme "à l'américaine", nous avons le risque d'avoir un urbanisme "à la japonaise", je souhaitais que nous ayons un urbanisme "à la française" qui est caractérisé, d'abord, par une nouvelle politique du logement. Trois aspects de cette politique :- le libre choix du logement et - l'accès à la propriété et - les économies d'énergie. Le libre choix du logement. Le remplacement progressif de l'aide à la pierre, qui aidait les bâtiments mais qui n'aidait pas les Français, par l'aide à la personne, a donné une liberté beaucoup plus grande aux Françaises et aux Français dans le choix de leur logement. La production des maisons individuelles en France a plus que doublé en dix ans, malgré la crise, et elle représente, à l'heure actuelle, les 2/3 des mises en chantier. En 1973, quand se créait un nouveau foyer, il n'y avait, au total, en France, qu'un accédant à la propriété, ce qui veut dire que toutes les autres catégories - autres que les nouveaux foyers - n'accédaient pas à la propriété. A l'heure actuelle, quand il se crée un nouveau foyer en France, il y a deux accédants à la propriété, c'est-à-dire que non seulement ceux qui s'installent, ceux qui fondent une famille, peuvent devenir propriétaires de leur maison, mais ceux qui ne le pouvaient pas jusqu'ici peuvent le devenir en nombre égal. Ainsi est engagé un grand mouvement qui a pour objet de rendre les Français propriétaires individuels de la France. En même temps, dans des villes comme les vôtres, les charges de toutes espèces pèsent sur les budgets familiaux et vous avez ressenti, au travers de beaucoup de dépenses - dépenses de transport, dépenses de loyer, dépenses de chauffage - les conséquences de la crise. Or, il faut savoir que, là aussi, on a agi, que les nouveaux logements construits en France consomment 40 % de moins de combustible que les logements antérieurs à 1975 et, donc, seront d'autant moins coûteux pour les familles qui les habitent. Second changement : la priorité aux transports en commun. En sept ans, dans la seule Région d'Ile-de-France, 42 km de nouvelles lignes de métro, 43 km de nouvelles lignes SNCF-banlieue. La carte "orange", introduite au cours de la période, a représenté l'une des simplifications administratives les plus spectaculaires et les plus efficaces de ces dernières

années. Et, à compter d'aujourd'hui, le 1er avril, ce que l'on appelle la carte "jaune" offrira des facilités comparables à tous ceux d'entre vous qui habitent à l'extérieur de la zone des transports parisiens.

Troisième grand effort : rapprocher les logements et les emplois.

Vous savez que des films célèbres, qui ont d'ailleurs été conçus dans votre Département, ont souligné ce qu'étaient les conditions de vie dans les grandes agglomérations et les déplacements incessants qu'elles entraînaient. Pour la ville nouvelle de Cergy Pontoise, on a prévu, vous le savez, la création de 42.000 emplois permanents pour une population de 100.000 habitants c'est-à-dire autant d'emplois que de personnes actives avec l'idée de permettre de plus en plus la possibilité de l'emploi sur place.

Bien dessinées, insérées dans un paysage verdoyant, les zones d'activités du Val d'Oise n'ont plus rien de commun avec les tristes zones industrielles d'autrefois qui subsistent ici ou là, qui ne sont pas loin d'ailleurs de certaines de vos cités et que l'on retrouve dans les récits amers de Céline.

Cette réussite de l'économie du Val d'Oise c'est d'abord celle des petites et moyennes entreprises, tournées vers l'exportation tournées vers les secteurs de "pointe"

Le Val d'Oise offre un bon exemple de ce dynamisme des petites et moyennes entreprises, qui représentent aujourd'hui le tiers de la production de la France et le quart de nos exportations. J'indique - parce que je reviendrai tout à l'heure aussi sur ce sujet - que le passage brusque, tel qu'il est décrit ou proposé aux 35 heures de travail par semaine, sera la faillite des petites et moyennes entreprises françaises parce que les grandes entreprises peuvent à la rigueur, s'organiser ou en tout cas assurer le relais d'une équipe par une autre mais les petites entreprises, à l'heure actuelle engagées dans une compétition sévère et qui ont connu en 1980 au début de 1981 les effets de la crise ne pourraient pas résister à une surcharge de cette nature (applaudissements)

Quatrième changement : ce sont les espaces verts et je peux vous dire, parce que c'est pour moi une source de fierté profonde que je partage avec les élus - car tout ceci naturellement, a été décidé et conçu avec eux - qu'au cours des sept dernières années, nous avons ouvert, dans la seule Région Ile-de-France, chaque année, des espaces verts dont la superficie est l'équivalent du Bois de Boulogne ! Alors qu'on n'avait pas ouvert, depuis le Second Empire, en France, de grands espaces verts, au cours des sept dernières années c'est l'équivalent de 6.000 hectares d'espaces verts qui ont été ouverts au public. (applaudissements)

Retenez l'image : un Bois de Boulogne supplémentaire en Ile-de-France pendant chaque année du septennat.

Naturellement, il y a encore beaucoup à faire, et c'est l'objet du septennat nouveau.

Je voudrais vous indiquer des thèmes que je développerai au cours de mes prochaines réunions.

D'abord, en ce qui concerne le logement individuel : l'accession à la propriété.

J'observe que les conditions actuelles de crédit pénalisent les jeunes ménages et je proposerai donc, dans les prochains jours, un nouveau mécanisme d'aide à l'accession à la première propriété qui mette, autant que possible, les jeunes à l'abri des aléas monétaires lorsqu'ils désirent faire l'investissement le plus important de leur vie, qui est l'achat de leur premier logement.

(applaudissements)

Deuxième orientation : poursuivre notre effort en matière de transports en commun et de facilités de transport. C'est pourquoi je vous rappelle qu'il est prévu le prolongement de la ligne de Pontoise jusqu'à Puiseux et la liaison Ermont-Invalides qui sera le prochain investissement de la SNCF. (applaudissements)

Enfin, je souhaite, Monsieur le Président du Conseil général, qu'une attention particulière soit apportée à la protection de l'environnement dans une région particulièrement sensible et je pense ici à la fois aux nuisances telles que celles qui sont dues à l'aéroport de Roissy ou aux sites fragiles comme ceux d'Auvers s/Oise ou des plaines du Vexin. (applaudissements)

Personne, naturellement, personne de réaliste ne propose d'empêcher les investissements publics quand ils sont nécessaires, mais leur conception et leur implantation doivent respecter la

tranquillité des riverains et doivent tenir compte de la qualité des paysages traditionnels et historiques de la France, ce paysage qu'un écrivain, le Frère Noël Talletier, dont vous connaissez certainement les écrits, et qui a publié dans un moment très noir de l'histoire de la France, à la fin des guerres de religion, un livre qui est le Recueil des antiquités et singularités de la ville de Pontoise, décrivait ainsi la campagne autour de votre ville : " Il n'y a pas de pays au monde plus commode à l'entretien de la vie humaine, tant pour la sérénité de l'air que pour l'abondance ces vivres qui y sont quand il court bon temps "

Eh bien, je souhaite que la politique nationale, régionale et départementale permettent à l'ombre du Frère Talletier de se dire que Pontoise et le Val d'Oise garderont leur douceur de vivre.

Quelles sont mes propositions pour la France ?

Je sais très bien qu'au fur et à mesure qu'on va se rapprocher des échéances, échéance du 26 avril, c'est-à-dire l'échéance où vous marquerez individuellement votre préférence et qui préparera donc la décision finale du 10 mai, les grands problèmes nationaux de la France vont être de mieux en mieux perçus par chacune et chacun d'entre vous.

Or, ces problèmes, quels sont-ils ?

J'ai indiqué mes 10 propositions pour la France, je le referai demain matin d'ailleurs devant ceux qui représentent les Comités de soutien partout et donc ici chez vous. Je ne peux pas, je ne dois pas, en quelques minutes, reprendre une énumération complète, mais je vous citerai des points qui me paraissent importants, à propos desquels je veux apporter, comme chaque jour, les compléments nécessaires.

D'abord, parce que je le place en tête, préserver les libertés de la France... (applaudissements)

Nous avons toujours la tentation d'oublier l'essentiel lorsqu'un moment donné l'essentiel nous est donné et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle, nous avons la liberté alors que tant d'autres peuples dans le monde et en Europe en sont privés et y aspirent, il ne serait pas normal qu'au printemps 1981, il y ait, d'une part, une telle aspiration à la liberté chez les pays qui en sont privés et une telle indifférence à la liberté chez les pays qui en ont le privilège.

C'est pourquoi je souhaite que les Françaises et dans leur vote, lors de l'élection présidentielle, affirment clairement, par rapport au risque du collectivisme, de l'instabilité politique et de ce qu'elle entraîne inévitablement comme craintes, leur attachement aux libertés fondamentales qui sont la première image que la Vème République doit donner de la France dans le monde.

(applaudissements)

Ensuite, garantir la sécurité intérieure et extérieure. La sécurité intérieure : nous avons jadis, au temps du Frère Talletier, l'habitude de la sécurité en France, et notamment dans nos campagnes et dans nos petites villes, et en a vu se développer, au cours des dernières années, des manifestations de violence et un sentiment croissant d'insécurité qui atteint les maisons isolées, les personnes âgées, les femmes, les moyens de transport.

Vous savez qu'au cours de ces dernières années, les Ministres de l'Intérieur successifs, et notamment l'un venant du Val d'Oise... (applaudissements)... ont entrepris un effort courageux et systématique pour établir la sécurité dans notre pays, et je peux vous indiquer que les seules créations d'emplois qui sont prévues pour 1981, les seules qui devront être poursuivies au cours des années prochaines, sont celles qui concernent directement la sécurité des Français, c'est-à-dire les deux administrations qui assurent cette sécurité : la police et la gendarmerie d'une part, la justice de l'autre.

La sécurité des Français, nous ne la rechercherons pas dans une sorte de guerre civile où la violence répondrait à la violence, nous la rechercherons, au contraire, dans une sécurité légale, c'est-à-dire assurée par les moyens légaux de prévention et de sanction que sont les moyens de sécurité et les moyens de la justice. (applaudissements)

Il y a aussi la sécurité extérieure, et l'année 1980, avec ses conflits ouverts ou ses menaces de conflits larvés nous a rappelé les problèmes de la sécurité extérieure de la France.

Ce sont des problèmes dont nous n'avons pas attendu l'échéance électorale pour paraître les découvrir. Je vous indique qu'en matière de défense les décisions essentielles sont des décisions à cinq ans, dix ans, quinze ans d'échéance et c'est donc dès 1975, par exemple, que nous avons dû prendre les décisions qui organisent la sécurité de la France pour les années 1985 et 1990 et

ou prendre les décisions qui organisent la sécurité de la France pour les années 1985 et 1990, et ces décisions ont fait, ce que vous ne savez pas encore, de la France la troisième puissance militaire du monde... (applaudissements)

Or, je vous demande de réfléchir au concours qui a été apporté par les uns et par les autres à cet effort de sécurité et de défense de la France. Je vous demande de vous souvenir, vous, Messieurs les parlementaires, des conditions dans lesquelles il a fallu faire adopter le budget de la défense de la France. Je vous demande de vous rappeler les campagnes qui ont été conduites contre le choix des grands armements stratégiques de la France. Il est bien tard, il est trop tard pour venir se présenter aujourd'hui comme le garant de la sécurité de la France.

Je rappelle au peuple français, qui a souffert des guerres plus que tout autre en Europe et dans le monde - parce que lorsque vous lisez la description des conflits ailleurs dans le monde, les victimes se comptent par dizaines de milliers, c'est d'ailleurs déjà beaucoup, parfois par quelques centaines de milliers, mais en France, quand nous nous battons, ce sont des millions de victimes - que la paix n'est pas quelque chose qui est donné, c'est quelque chose qui se conquiert, et la jour où les grands responsables du monde cesseraient de se battre pour la paix, ne vous trompez pas, dans l'état de tension qui existe à l'heure actuelle, le risque s'accroîtrait brutalement. C'est pourquoi, quelles que soient les critiques, je continuerai mon effort, c'est-à-dire que je me battrai pour la paix à partir d'une position de force assurant la sécurité de la France, mais en maintenant le dialogue de la paix. (applaudissements)

Il y avait un autre point que je n'avais pas retenu dans mes propositions pour la France - et je ne souhaite pas avoir à y ajouter - mais qui est essentiel, qui est le maintien de nos institutions. Je ne l'avais pas mis, parce que je pensais que, s'agissant d'une campagne électorale pour la Présidence de la République, c'est-à-dire pour la désignation de celui qui doit garantir les institutions, il allait de soi qu'il n'y avait pas lieu de dire qu'il était nécessaire de les maintenir, mais devant certaines propositions - et j'y reviendrai tout à l'heure dans la réunion que je ferai dans les Hauts-de-Seine - je vous indique que je mettrai parmi les points centraux de ma campagne le maintien de nos institutions.

Si la France commettait la folie de glisser vers un régime faible, de revenir à ce que vous avez appelé tout à l'heure, Monsieur le Maire, l'agonie de la IV^{ème} République dont nous avons été les témoins, agonie qui n'était pas due aux hommes - les hommes avaient la même qualité qu'aujourd'hui - mais agonie qui était due aux institutions, alors la France retrouverait sans nul doute le sort de ces pays voisins que nous voyons se débattre dans des conditions difficiles, sans politique, sans monnaie, sans défense et donc, je le dis nettement, le maintien des institutions sera une des priorités de ma campagne. (applaudissements)

Si vous voulez que la France ait un pouvoir faible, ne votez pas pour moi.

Si vous voulez que la France ne sache pas quelle est la majorité qui doit la gouverner, ne votez pas pour moi.

Si vous voulez que la France soit conduite par décrets et non pas par des lois, par des gouvernements de transition et non pas par des gouvernements stables, ne votez pas pour moi. (applaudissements)

J'ai dit en 1974 que je rendrai le pouvoir dans l'état où les Françaises et les Français me l'avaient confié, et nous sommes au printemps de 81. Regardez les choses, regardez les institutions, je vous rends le pouvoir dans l'état où il m'a été confié. Il n'a été en rien altéré, affaibli ou dévié. Eh bien ! je reprends le même engagement, et si je devais recevoir à nouveau la confiance des Françaises et des Français pour un septennat nouveau, au terme de ce septennat, je vous rendrais à nouveau le même pouvoir dans le même état, c'est-à-dire intact. (applaudissements)

Parmi les objectifs que nous devons atteindre, il y a notre effort pour l'emploi. J'en ai fait l'engagement central de ma campagne. Je sais d'ailleurs que, dans le Val d'Oise, la situation de l'emploi est difficile et qu'il y a parmi les hommes, parmi les jeunes, de nombreux demandeurs d'emploi. J'ai présenté mes propositions par écrit pour qu'elles restent. Je peux vous dire que cela fait deux mois que j'ai travaillé avec beaucoup d'attention, avec beaucoup de réflexion à partir de tous les travaux qui ont eu lieu sur ce sujet, parce qu'on ne fait pas un emploi pour l'emploi à la veille d'une réunion électorale, en s'arrêtant sur un coin de table et en notant

quelques idées. Il faut aller au fond des choses. Toutes les propositions que j'ai faites résultent de travaux qui ont été conduits méthodiquement, résultent des réflexions où se sont retrouvés les partenaires sociaux, c'est-à-dire Patronat et Syndicats, dans les Commissions du Plan et sont enfin chiffrées de façon détaillée.

Vous avez vu que ce chiffrage que d'ailleurs personne n'a contesté, vous avez vu que ce chiffrage met ce programme pour l'emploi, je dirai au niveau de nos possibilités nationales. Nous pouvons le faire sans créer pour autant des charges insupportables pour notre économie ou pour notre production. Ce programme sera donc le guide de l'action à conduire pour créer en France un million d'emplois d'ici 1985, et pour offrir un emploi ou une formation à tous les jeunes qui, d'ici là, se présenteront sur le marché du travail. (applaudissements)

Les autres programmes, si vous allez au fond des choses, si vous les regardez, que sont-ils ? Ce sont des programmes qui conduisent au déficit, c'est-à-dire que cela consiste à additionner un certain nombre de dépenses et à dire : ces dépenses créeront des emplois. Peut-être est-on tenté, dans une première réflexion, de se dire : " Pourquoi pas ? " Mais malheureusement, l'expérience est là, autour de nous, et elle nous renseigne. Le déficit conduit au chômage. Je vous demande de vous en souvenir, parce qu'à l'heure actuelle on compare la situation telle qu'elle est à une situation idéale où on aurait pu régler tous les problèmes, mais il faut aussi comparer notre situation à celle qu'elle pourrait être si nous commettions des erreurs de notre politique économique ou sociale.

Je vous le dis, le déficit conduit au chômage, parce que le déficit, de toute façon, on le cache pendant quelques mois et ensuite, on le paie. Et qui peut le payer ? ce sont évidemment ceux qui travaillent et ceux qui produisent, qui voient à ce moment là directement ou indirectement leurs charges s'accroître. Et puis, c'est la monnaie qui commence à glisser et qui renchérit d'un seul coup le prix de tous nos approvisionnements, énergie, matières premières, etc.

Le déficit conduit au chômage.

Renseignez-vous, parce qu'il y a beaucoup de jeunes en France, il y a beaucoup de personnes aussi qui exercent des activités, qui ont le moyen de se renseigner sur ce qui se passe à l'extérieur. Il y a, à l'heure actuelle, trois Pays en Europe qui ont un déficit budgétaire qui représente 10 % de leur production intérieure brute. Le déficit budgétaire de la France a représenté moins de 1 % l'année dernière. Eh bien ! ces Pays qui ont un déficit de plus de 10 %, quel est leur taux de chômage ? Est-ce que c'est zéro ? Est-ce que c'est 2 ? C'est un taux de chômage lui-même supérieur à 10 %.

Dans un pays voisin, ami d'ailleurs du nôtre, et un pays avec lequel nous avons une frontière commune, vous avez entendu ceci ce matin ou hier, aux nouvelles, et dans lequel s'est ouverte une crise politique, quelle est la situation du budget ? Quelle est la situation de l'emploi ? La situation du budget, c'est 10 % de déficit budgétaire et la situation de l'emploi, c'est 10 % de chômeurs.

Alors, je vous préviens, si vous êtes tentés de croire que par l'accroissement des dépenses budgétaires qui écraseront à terme notre économie sous les charges, on créera des emplois durables, vous serez trompés. Le déficit conduit au chômage.

(applaudissements)

Nous devons développer une industrie compétitive, à l'égal des meilleures, parce que l'emploi, c'est finalement la création d'emplois. Qui crée des emplois ? Ce sont les entreprises, grandes, moyennes et petites, et pour qu'elles puissent les créer, il faut qu'elles soient compétitives, c'est-à-dire qu'elles soient placées dans des conditions où elles puissent produire et vendre. Cela veut dire d'abord que les charges de ces entreprises doivent être maintenues et si possible réduites à un niveau supportable pour elles. C'est d'ailleurs ce que nous nous sommes efforcés de faire, et je vous rappelle que, dans le Programme de Blois, il y a deux ans, nous avons décidé de plafonner le prélèvement fiscal d'état et le prélèvement fiscal d'état en France est plafonné. Pouvons-nous, après avoir plafonné ces charges, tenter de les réduire ? Nous devons essayer de le faire, mais sans sacrifier la solidarité nationale, et c'est là un des points sur lequel je veux retenir votre attention, parce que je crois que, dans cette campagne, dans toute l'expression

collective du peuple français, il faut qu'il ait sa juste place pour la solidarité et la générosité. Les charges que la France supporte au cours des dernières années, elle les supporte pourquoi ? Ce sont essentiellement les dépenses de maladie, les dépenses de vieillesse, les dépenses de chômage et je crois que, sur ces trois points, si bien entendu nous devons gérer les ressources avec attention, la France ne peut sacrifier ni ses malades, ni ses personnes âgées, ni ceux qui sont à la recherche d'un emploi. Et c'est le motif pour lequel nous devons maintenir à la fois la liberté économique, le plafonnement et si possible, l'allègement des charges, mais en même temps la solidarité au sein de la société française. (applaudissements)

Je sais d'ailleurs que c'est l'attitude et la sensibilité de vos élus. Ils ont toujours insisté sur cette solidarité nécessaire entre les Français. Je rappelle un chiffre. Ce n'est pas pour avoir là-dessus un débat de caractère électoral, mais c'est pour rappeler les choses que les Français feront vis-à-vis d'eux-mêmes, et pour qu'ils n'aient pas cette mauvaise conscience d'un peuple qui ne ferait rien ou qui ne réaliserait rien.

Savez-vous quel était le montant des crédits du Ministère du Travail concernant l'emploi et le reclassement des travailleurs handicapés en 1975 c'est-à-dire quand j'ai été élu ? Ces crédits étaient de 9 millions de francs pour toute la France. Savez-vous quel est le crédit qui a été voté pour 1981 pour les mêmes travailleurs handicapés ? 1 milliard 269 millions de francs... (applaudissements)... et ceci en temps de crise.

En 1977, il n'y avait pas un travailleur handicapé qui bénéficiait de la garantie de ressources, pas un. En 1980, il y a eu 51 000 bénéficiaires travailleurs handicapés ayant cette garantie de ressources et la France maintiendra son effort de solidarité.

Dans le Vexin, il y a une active agriculture et nous devons, à côté de l'industrie, développer l'agriculture, seul ressource naturelle de la France. Nous devons le faire par une politique agricole qui a pour objet à la fois de moderniser notre agriculture dans sa production, dans ses techniques, et d'assurer son revenu par les prix car les agriculteurs, comme les autres travailleurs, souhaitent que ce soit le revenu de leur travail qui les fasse vivre. Et la bataille qui a lieu à l'heure actuelle à Bruxelles et qui progresse dans un sens qui va à la rencontre de nos demandes c'est précisément une bataille pour obtenir des prix qui évoluent comme les charges de l'agriculture. En même temps, cette agriculture française que l'on présente parfois comme étant une charge pour la collectivité nous permet de répondre à certains besoins. Je recevais hier matin le Vice-Premier Ministre de Pologne et vous savez quelle est la gravité de la situation économique et sociale de ce pays, je ne parle pas seulement de sa situation politique.

La Pologne, à l'heure actuelle, a besoin de produits alimentaires, elle n'en a pas besoin, par exemple, pour l'alimentation animale, elle en a besoin pour l'alimentation humaine, c'est-à-dire que les récoltes polonaises ne seront pas suffisantes, cette année, pour assurer la soudure. Eh bien, nous avons pu décider ce matin - vous avez vu que cela a été annoncé - d'exporter en Pologne 4 millions de quintaux de céréales françaises pour assurer la soudure des Polonais. (applaudissements)

Qu'est-ce que cela représente comme quantité, parce que c'est difficile à imaginer, quatre millions de quintaux ? S'ils sont transportés par des trains, cela représente 330 trains qui iront de France en Pologne. S'ils sont transportés par bateaux, cela représente 20 bateaux gros porteurs, qui apporteront aux Polonais de quoi faire face à leurs besoins alimentaires. Avant de vous quitter, je voudrais vous dire quel est le sens que je donne à ma campagne et quel est l'effort que j'attends de vous.

Premier effort, naturellement : vous êtes venus.

Deuxième effort : je souhaite que vous m'apportiez, au moment du choix décisif, votre soutien personnel, mais je veux vous demander plus que cela.

Une campagne nationale, c'est l'occasion, pour un peuple, de réfléchir sur lui-même et de redéfinir, et de redécouvrir son avenir.

Il ne faudrait pas que cette campagne qui est longue, parfois trop longue, et qui va absorber tous les moyens d'expression, de discussion des Français, pendant deux mois, ne serve au total qu'à départager entre eux six, sept, huit ou neuf candidats. Il faut que cette campagne serve aux Français et aux Français à mieux connaître à mieux comprendre leurs problèmes et les

Françaises et aux Français a mieux connaître, a mieux comprendre leurs problèmes, et les solutions de leurs problèmes.

C'est pourquoi je souhaite qu'au lendemain de l'élection présidentielle, la France soit plus assurée de son avenir, qu'elle connaisse mieux la voie qu'elle va suivre, qu'elle ait davantage confiance dans son avenir, que sa jeunesse aperçoive pour elle des perspectives nouvelles et fortes.

(applaudissements)

C'est pourquoi, vous l'avez bien vu et je m'en tiendrai strictement à cette règle, ma campagne sera une campagne faite pour construire. La raison pour laquelle je ne m'occupe pas des autres concurrents, c'est une raison qu'on peut très bien comprendre dans un pays où la vie sportive se développe chaque jour davantage. Vous savez très bien que lorsque les concurrents se disputent entre eux, sur un terrain de football, l'arbitre arrive et leur donne un carton jaune. Vous savez très bien que, lorsque, dans une compétition telle que celles que les Français suivent, les courses de chevaux, les chevaux se dérangent ou s'empêchent de passer les uns, les autres, ce n'est pas celui qui empêche les autres de passer qui gagne. Il est au contraire disqualifié.

La campagne n'est pas une campagne que les concurrents doivent faire les uns contre les autres.
(applaudissements)

La campagne doit être faite pour éclairer l'avenir de la France, et ma formule, pour définir quelle doit être notre attitude, c'est de rechercher l'alliance du cœur et de la raison.

Vous savez qu'il y a toujours un débat, partout, entre ceux qui disent voilà ce qui est raisonnable, et ceux qui disent : voilà ce que nous aimerions faire.

Je souhaite que nous puissions à la fois faire des choses raisonnables que nous aimerions faire, c'est-à-dire qu'il y ait, dans l'action à conduire, l'alliance du cœur et de la raison...

(applaudissements)... car que peut le cœur sans la raison, et que vaut la raison sans le cœur ?

(applaudissements)

Alors, ce que je vous demande maintenant, c'est de participer à cette campagne, participer à cette campagne de réflexion, d'explication et de conviction.

De réflexion, vous l'avez sans doute fait, puisque vous êtes là les uns et les autres.

De conviction : j'espère avoir éclairé et complété la vôtre.

Mais aussi de persuasion, parce qu'il y a beaucoup de Françaises et de Français qui cherchent de bonne foi, qui sont sensibles à des arguments qu'ils entendent et qu'on leur présente de façon simplifiée, inexacte, trompeuse ou démagogique, et vous devez aller à leur rencontre, autour de vous, dans vos lieux de travail, dans vos familles, dans vos habitations, dans vos communes, pour persuader les Français de choisir le meilleur avenir pour la France. (applaudissements)

Le Val d'Oise, vous l'avez rappelé Monsieur le Président du Conseil Général, abrite en réalité le berceau de la France. Le mot " France " quand il est cité dans le nom de vos villages, ce n'est pas le nom de la grande France qu'on aurait emprunté pour le fixer dans une petite région. C'est le contraire. La grande France a tiré son nom de la vôtre. C'est pourquoi je souhaite que la France du Val d'Oise entraîne le choix de la France toute entière, un choix pour l'avenir, le progrès, la sécurité et la liberté de la France. (Vifs applaudissements)

Vive Pontoise, Vive Le Val d'Oise, Vive la France et merci de ce que vous allez faire pour elle.

(La salle, debout, applaudit Valéry Giscard d'Estaing)